

Département des Hautes-Alpes

Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mercredi 3 décembre 2008 à 20h30

Convocation du 28 novembre 2008

L'an deux mil huit, le 03 décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice Ricard, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Denis Dugelay, Fernandez Vincent, Garcin André, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Monique Para-Aubert, Stéphane Raizin**

Absents excusés représentés : **Gabanou-Paul Agnès représentée par Vincent Fernandez**
Absents : **Duc Serge**

Secrétaire de séance : **Denis Dugelay**

Présents : 13 Votants : 14

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes

Ordre du jour :

- Aménagement pôle économique des Vincents - signature du marché
- Contrat Enfance et Jeunesse (avenant au contrat CAF pour garderie périscolaire)
- DGE 2008 (aménagement de l'allée basse du cimetière)
- Régularisations comptables de fin d'exercice
- Organisation journées "portes ouvertes" Maison des Associations
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents et ouvre la séance par l'annonce des prochaines réunions :

- SCOT le 04 décembre (séminaire)
- Natura 2000 à la CCTB le 11 décembre à 10 h
- SCOT à la Saulce le 11 décembre à 18 h

▪ **Contrat enfance et jeunesse :**

Monsieur le maire rappelle qu'un contrat a été signé le 01/01/2007, avec la Caisse d'Allocations Familiales pour permettre le financement par la CAF des activités « enfance et jeunesse » réalisées sur le territoire de la Communauté de Communes de Tallard-Barcillonnette jusqu'au 31/12/2009.

Dans le cadre de nouvelles actions mises en place par la commune de SIGOYER (garderie périscolaire), et comme prévu au contrat, il faut que l'ensemble des communes et la CCTB signe un avenant à ce contrat avant la fin de l'année 2008.

Cet avenant permettra de continuer à cofinancer les activités de l'Accueil de Loisirs pour la Communauté de Communes et les actions en faveur des jeunes autres que l'Accueil de loisirs prévues par les communes jusqu'au 31/12/2009.

Monsieur Le Maire rappelle que la Caisse Nationale d'Allocations Familiales considère qu'il s'agit d'un contrat « *d'objectifs et de cofinancement qui contribue au développement et*

au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus ». Celle-ci souhaite donc, dans un souci de cohérence territoriale, que l'ensemble des collectivités du territoire compétentes en matière d'enfance et de jeunesse (Communauté de Communes et l'ensemble des Communes) signe cet avenant au contrat.

Monsieur le Maire présente le projet d'avenant au contrat proposé par la CAF et propose de l'autoriser à signer ce document.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil, à l'unanimité

- Autorise Monsieur le Maire à signer avec la CAF des Hautes-Alpes l'avenant au contrat Enfance et Jeunesse tel qu'annexé à la présente ainsi que tout document nécessaire à la complète réalisation de ce contrat.
- Charge Monsieur le Maire du suivi et de l'exécution de l'opération.

▪ **DGE 2008 : aménagement de l'allée basse du cimetière :**

Monsieur le Maire présente le projet d'amélioration de l'allée basse du cimetière, il rappelle les travaux réalisés en 1996 et 2007 et précise que cette troisième tranche de travaux terminera l'aménagement des allées.

Il propose de solliciter l'aide de l'état au titre de la DGE 2009 conformément au plan de financement ci- dessous :

| Dépenses | Financement |
|---------------------------------------|---|
| Montant des travaux HT..... 39 943.05 | Aides publiques (80%) dont → Subvention du conseil Régional (obtenue)..... 15 000.00 → Subvention de l'Etat DGE 2009. 16 954.00 |
| TVA 19.6% 7 828.84 | Autofinancement (20%) et TVA récupérable..... 15 817.89 |
| Montant TTC 47 771.89 | Montant TTC 47 771.89 |

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve le projet et le plan de financement
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes l'aide de l'état au titre de la DGE 2009.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération

▪ **Aménagement du pôle économique des Vincents :**

Monsieur le Maire rappelle la procédure de l'appel d'offres ouvert. Il précise que la commission d'appel d'offres est composée uniquement de ses membres (ou représentants) désignés par délibération du CM, d'un représentant de la Trésorerie et de la DDCCRF (direction départementale de la consommation concurrence et répression des fraudes) et n'est pas publique. La CAO, après analyse, désigne l'entreprise retenue et le conseil municipal autorise le maire à signer le marché.

Le maire rappelle l'aménagement du pôle économique des Vincents, pour les besoins duquel une consultation des entreprises a été lancée le 16.10.2008.

Il explique qu'au vu de la nature et du montant de l'opération, la consultation a été lancée en la forme d'un appel d'offres ouvert, dans le cadre des dispositions des articles 57-58-59 du code des marchés publics.

Il expose au conseil municipal que 11 entreprises ont formulé une offre conforme aux règles de la consultation.

Après analyse par la commission d'appel d'offres en mairie, les 14 et 21 novembre 2008, M. le Maire informe le conseil que l'entreprise retenue est :

| Entreprise | Montant HT (Euros) |
|---------------------------------------|--------------------|
| ABRACHY (solution de base + option 1) | 118 780.50 |

Différents critères ont été arrêtés (10/10) soit :

- Prix des prestations (/5)
- Délai (/1)
- Moyens humains et matériel mis en œuvre (/1)
- Références sur opérations similaires (/1)
- Valeur technique des prestations (/2)

L'entreprise ABRACHY a obtenu 9.5, SRM 9.0 et l'entreprise PISTONO 8.5

Stéphane Raizin ajoute que l'entreprise Abrachy a présenté tous ses sous-traitants (Entreprises Pittavino et Colas) alors que l'entreprise SRM, qui a essentiellement une activité routière et fait peu d'aménagement, n'a pas présenté ses sous-traitants pour lesquels nous ne pouvions juger de la qualité du travail, ni de la mise en œuvre des prestations.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve la procédure
- autorise le maire à signer l'ensemble des documents contractuels nécessaires à l'exécution de cette opération et à ordonnancer les dépenses.

Les entreprises non retenues ont été averties par courrier, l'entreprise Abrachy a été invitée à signer le marché le vendredi 5 décembre. Le marché étant inférieur à 206 000 €, il ne sera pas transmis au contrôle de tutelle.

Travaux complémentaires :

Compte tenu du montant du marché et de l'enveloppe prévisionnelle pour ces travaux, des travaux complémentaires peuvent être envisagés dans ce secteur : bouclage du réseau ERDF afin d'assurer la sécurisation du village et enfouissement d'une partie du réseau France télécom. Des devis seront demandés à différentes entreprises dont Azur travaux qui assure déjà le génie civil de ce projet. V. Fernandez précise qu'il est urgent de solliciter l'autorisation de FT afin de connaître les contraintes techniques qui nous seront imposées et le coût des travaux.

Le maire demande au conseil de lui accorder son vote de principe pour :

- L'autoriser à lancer un marché de consultation
- L'autoriser à signer la commande au mieux-disant dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue pour l'aménagement du pôle économique des Vincents.

Vote : propositions adoptées à l'unanimité

M. Allain Launay suggère que l'entreprise Abrachy déplace, sans surcoût, la canalisation d'AEP située sous l'emplacement du futur transformateur ERDF.

La parole est donnée au public qui ne se prononce pas.

Choix d'un nouvel artisan :

Actuellement, trois artisans ont opté pour s'installer sur le pôle économique, dont un sur la parcelle privée. Le lot de 2000m² intéresserait deux artisans (ébéniste à Tallard et plombier à Gap). Suite à notre demande, seul l'artisan plombier nous a fait parvenir un courrier succinct présentant son projet de développement ; l'artisan ébéniste, contacté par téléphone, a fait connaître son désistement.

M. Allain-Launay rappelle qu'une commission a élaboré une charte et des critères de sélection et qu'il serait souhaitable qu'elle apporte une réflexion supplémentaire à ce dossier de candidature, la commission se réunira samedi 6 décembre à 16h.

▪ Régularisations comptables de fin d'année :

Le conseil municipal autorise le maire à signer toute délibération de virement de crédit rendue nécessaire par la clôture de l'exercice.

▪ Organisation des journées "portes ouvertes" maison des associations :

Des travaux sont encore à terminer (menuiserie bois : consolidation des garde-corps de la mezzanine et de l'escalier, aluminier : volets roulants). Les locaux seront meublés les 11/12 décembre ; il est fait appel aux bonnes volontés pour déménager les livres le mercredi 10 décembre.

Enfin, le concours photos sera mis en place dès vendredi après midi dans la bibliothèque où chaque visiteur pourra voter pour le trio de tête. Conformément au règlement du concours, le jury se réunira le 13 décembre pour choisir parmi les photos plébiscitées, celles qui illustreront les enveloppes préaffranchies de La Poste. Les conseillers sont appelés à tenir une permanence durant ces journées ; des boissons seront offertes à l'heure de l'apéritif.

▪ Questions diverses :

Eau potable :

Affaire Koubi : Le maire donne lecture du courrier de Véolia qui assure la responsabilité de son erreur... mais craint que la fermeture du réseau de distribution de M. Koubi entraîne une qualification juridique qui les contraigne à versement d'indemnités... Dorénavant, toute demande d'ouverture de branchement sera transmise à la CCTB pour avis.

Les conseillers municipaux exigent que la commune aussi soit avisée afin de pouvoir formuler des prescriptions en application des documents d'urbanisme.

Affaire Hébert : suite à une visite sur site, Matthieu Allain-Launay retrace la situation et précise que l'aménagement des terrasses semble prédisposer à une installation pérenne, d'autant qu'une caravane est installée sur les lieux, il rappelle le caractère dominant de la zone (Nc / espaces naturels à protéger) et sa réglementation qui interdit entre autres, "... le stationnement isolé des caravanes..." (Article 1Ncc/Nt occupations et utilisations du sol interdites). Les conseillers demandent qu'un courrier RAR soit adressé à M. Hébert pour lui rappeler ses droits et obligations en matière d'urbanisme.

Etude Téthys / Nouvelles ressources en eau :

L'amélioration du débit de la source des Roses semble peu intéressante en période d'étiage. Par contre, des tests de débit de la source de l'aigle (versant Céüzette) sont très prometteurs (entre 1.8 et 12 m³/h), mais les eaux "superficielles" de cette source impliqueront la définition d'un vaste périmètre de protection ; des analyses chimiques et bactériologiques devront révéler la qualité de l'eau avant toute poursuite d'étude complémentaire. Ce projet de captage pourra être réalisé durant le mandat.

Protection du captage de la source Mère de l'Aygue :

Afin que toute l'étude ne soit pas remise en cause, l'arrêté préfectoral de DUP devra être pris avant le 21 décembre prochain, le dossier sera présenté lors de la CODERST mi-décembre.

M. le maire et M. Allain-Launay rencontreront auparavant les maires de Furmeyer et Chateauneuf d'Oze afin d'obtenir leur aval en ce qui concerne le prélèvement de 15m3/h maximum sur la source, ce prélèvement correspondant aux besoins optimum de la population en période d'été.

Courrier CCTB : Prévisions d'investissements pour les années futures.

Le maire présente une liste non exhaustive de projets pouvant être confiés soit en maîtrise d'ouvrage déléguée à la CCTB, soit en compétence directe en ce qui concerne les aménagements touristiques.

Face à l'acquisition de nouveaux matériels, André Garcin propose d'envisager l'extension du garage communal, Stéphane Raizin estime que le coût de la MO déléguée (4%) n'est pas neutre, qu'il convient d'en débattre et de garder une possibilité optionnelle.

Propositions :

| Intitulé | Coût estimé(€) | Coût 2009 (€) | Coût 2010 à 2014 inclus (€) |
|---|----------------|---------------|-----------------------------|
| Bâtiments(1) | | | |
| Extension du garage communal | 100000 | | 100000 |
| Voiries(1) | | | |
| Voirie communale | 75000 | 15000 | 60000 |
| Voirie rurale | 75000 | 15000 | 60000 |
| Eau/Assainissement(1) | | | |
| Maillage Village/Au-delà-le-Pont | 150000 | 150000 | |
| Protection des ouvrages et des captages | 100000 | 20000 | 80000 |
| Assainissement Saint-Laurent | 100000 | | 100000 |
| Entretien, renouvellement du réseau | 100000 | 20000 | 80000 |
| Captage nouvelle(s) ressource(s) | 100000 | | 100000 |
| Aménagements touristiques(2) | | | |
| Col des Guérins. | 50000 | 10000 | 40000 |
| Totaux | 850000 | 230000 | 620000 |

(1) : opérations communales à réaliser en maîtrise d'ouvrage par la CCTB

(2) : projet de compétence CCTB que la commune souhaite voir réaliser sur son territoire

Bien entendu, la réalisation des projets dépend des subventions obtenues et ne tient évidemment pas compte des urgences et des opportunités techniques ou financières qui pourraient s'imposer.

Maison de la station :

M. le maire souhaite que l'association Neige et Montagne précise l'utilisation de ce local, il estime que la station ne peut fonctionner qu'avec le service de location proposé par l'association et se rendra à leur assemblée générale le vendredi 5 décembre. Certains conseillers rappellent que le fonctionnement de la station n'est pas lié au service de location et qu'elle doit ouvrir indépendamment de l'association. M. Le maire accepte pour cette année, mais se réserve le droit d'en modifier les règles en cas de dysfonctionnement évident.

La commission communale de sécurité se rendra sur site samedi 13 décembre à 10 h pour examiner le fil neige et définir les consignes de sécurité.

La station ouvrira de 10 à 16 heures, les samedi 27 et dimanche 28 décembre ainsi que les samedi 3 et dimanche 4 janvier, ensuite tous les mercredis et WE durant les autres semaines, enfin pendant tous les jours des vacances scolaires de février (zone PACA), du 21 février au 8 mars 2009, si l'enneigement le permet.

Les tarifs sont inchangés : forfait ½ journée : 3€ Forfait journée : 6€ Forfait annuel : 20.00€

Denis Dugelay accepte la responsabilité de la régie de recettes des remontées mécaniques (gestion des tickets et de la recette).

Flamme de la Saint Jean du "Mont Canigou à la Crête de Charance" :

Eric Gerbaud présente le projet de M. Charabot qui souhaite transporter la flamme lors d'un rallye pédestre sur un parcours de 330 km, d'Aigues Mortes à Gap où un bûcher final sera rallumé sur les hauteurs de Charance, le jour même de la St Jean, le mercredi 24 juin 2009. Le maire souhaiterait que la commune s'associe à cette manifestation par le biais du CMJ et/ou du Foyer d'Animation. Le maire en parlera au CMJ lors d'une prochaine séance et remet le dossier à Denis Dugelay pour un examen avec le bureau du Foyer.

Avant de lever la séance, la parole est de nouveau donnée au public. Joëlle Gabanou-Pommerais interroge l'assemblée sur l'appréciation du tissu économique et social de la commune et l'opportunité d'accepter l'installation d'un artisan exerçant une activité de même nature que d'autres sur la commune. Les conseillers répondent que le problème de la concurrence avec des professionnels déjà installés sur la commune n'est pas un critère de choix, sachant que l'activité ne s'exerce pas que sur la commune mais essentiellement sur tout le bassin gapençais et que la commune n'a pas compétence pour intervenir dans ce domaine.

La séance est levée à minuit

Délibérations du conseil municipal :

- Aménagement du pôle économique des Vincents
Bouclage EDF et dissimulation d'une partie du réseau France télécom en bordure de la RD219
- Avenant au Contrat « Enfance et Jeunesse » avec la CAF.
- DGE 2009 – aménagement de l'allée basse du cimetière
- Aménagement du pôle économique des Vincents - Signature du marché pour travaux de viabilisation
- Décision modificative N°3 : charges sociales / dépenses imprévues

Vu et approuvé, les conseillers municipaux